

Yémen : briser le silence et faire cesser les livraisons d'armes

La guerre civile au Yémen est devenue depuis 2015 une guerre internationale, avec notamment l'intervention des forces armées de la coalition menée par l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis, dans les airs, sur terre et sur mer.

Plus que les combats, ce sont les attaques aériennes en particulier contre les civils et les infrastructures vitales, les hôpitaux, les marchés, les écoles, qui font des victimes par milliers. La misère gagne, la malnutrition progresse, les secours essentiels destinés à ces populations ne leur parviennent qu'insuffisamment et irrégulièrement, malgré les exhortations des Nations Unies pour des « corridors humanitaires ». Les enfants sont les premières victimes de cette situation.

La France, comme d'autres pays, est un important fournisseur d'armes et de munitions qui sont utilisées dans la région, notamment par l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis. De telles exportations d'armes sont régies par le Traité international sur le commerce des armes (TCA) qui a force de loi dans notre pays depuis sa ratification par le Parlement français le 2 avril 2014. Il précise que de telles exportations d'armes ne peuvent avoir lieu si celles-ci servent à commettre des crimes de guerre, actes graves de violence contre les femmes et les enfants, ou à en faciliter la commission (article 7 du traité).

La situation au Yémen a provoqué, dans de nombreux pays exportateurs d'armes vers les belligérants des débats et enquêtes, parlementaires notamment, sur les conditions d'exportation et d'utilisation de ces armes, en Suède, aux Pays Bas, en Belgique, au Royaume Uni, en Allemagne... ainsi qu'aux Etats-Unis (non signataires du TCA). Le Parlement européen a voté une résolution dès novembre 2017 et s'est prononcé récemment pour la fin des transferts d'armement vers l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis.

Un tel débat doit aussi avoir lieu en France. De nombreuses organisations non gouvernementales dont les sections françaises d'Amnesty International, de Human Rights Watch et de Handicap international, la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), Action contre la faim, etc. ont réclamé une commission d'enquête sur le respect des engagements internationaux de la France dans le cadre de ses exportations d'armes aux belligérants du conflit au Yémen. Une telle commission a été demandée par des dizaines de parlementaires de toutes opinions depuis avril 2018 (résolution 856). Il n'a jusqu'à présent, pas été fait droit à leur demande, si ce n'est sous la forme très limitée d'une mission d'enquête.

Le groupe d'expert mandaté par l'ONU sur la violation des droits de l'homme au Yémen a rendu un rapport en septembre 2018 évoquant des crimes de guerre. Au terme de l'article 7-7 du TCA, la France se doit de réexaminer ses autorisations d'exportations d'armes et de munitions qui pourraient contribuer à ces crimes, en particulier aux Emirats Arabes Unis et à l'Arabie Saoudite. Qu'en est-il ?

Nous dénonçons le silence complice du gouvernement français. Nous demandons que la France conformément au dernier vote du Parlement Européen et au TCA, en toute indépendance, cesse toute livraison d'armes aux belligérants, de même que toute

maintenance des chars, avions et autres matériels livrés à ces pays par la France.

Nous exigeons qu'une enquête parlementaire soit ouverte quant à l'implication possible de soldats français dans le conflit.

Contre l'application par les belligérants d'une stratégie de la famine, nous demandons au gouvernement français de faire pression sur les belligérants pour qu'ils respectent les résolutions de l'ONU quant à l'accès des secours humanitaires aux populations concernées, pour qu'ils cessent les combats et ouvrent des négociations immédiates.

ACDA - AFD international - ATMF -AIDL – ATTAC - CEDETIM - Collectif ni Guerre ni état de guerre – CRLDHT - EELV –Ensemble - Femmes plurielles - Fondation Frantz Fanon – Forum Palestine Citoyenneté - FTCT – GDS - Génération.s - IPAM – Médecins du monde - MRAP - Nouvelle Donne - NPA- Observatoire des armements - PCF- PCOF – PIR - PRCF- PG – Salam for Yémen - Solidaires – SumOf US – Survie - UJFP

Signatures personnelles :

Etienne Balibar Philosophe- Jean-Paul Chagnollaude Professeur émérite des universités - Pierre Barbancey Grand reporter à l'Humanité -Edwy Plenel Journaliste - Denis Sieffert Journaliste - Alain Gresh Directeur du journal Orient XXI - - Pouria Amirshahi directeur Politis - Daniel Mermet journaliste écrivain – Bernard Dreano président du Cedetim – Kaddour Hadadi (HK) Musicien – Gilbert Achcar Sociologue - Catherine Samary économiste - Franck Gaudichaud, enseignant-chercheur - Alain Massé Ancien directeur Radio France- Sébastien Nadot député LREM – Clémentine Autain députée – Jacques BOUTAULT, maire du 2e arrondissement de Paris - François Burgat Directeur de recherches CNRS - Rony Brauman Ex-président de MSF - Ludivine Bantigny Historienne - Patrick Viveret Philosophe - Marie Christine Vergiat Députée européenne - Gérard Filoche GDS - Pierre Khalfa Economiste membre de la Fondation Copernic - Tarek Benhiba Président de la FTCT - Claude Touchefeu Conseillère municipale de Toulouse, GDS - Jean-Yves Lalanne Maire de Billère, GDS - Francis Sittel Ensemble - Roland Merieux Ensemble - Michel Bock maire adjoint honoraire de Guyancourt - Frederic Brun - Nabil Ennasri Chercheur - Olivier le Cour Grandmaison Universitaire - Abderrahim Afarki Bibliothécaire - Abraham Behar Président de l'Association française des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire - Monseigneur Jacques Gaillot - Christine Poupin Porte-parole du NPA - David Cormand Secrétaire national EELV - Pierre Laurent, sénateur, secrétaire national du PCF - Lana

Sadeq Presidente du forum Palestine Citoyenneté - Noha Khalaf Historienne - Annie Lahmer Conseillère régionale EELV – Abdessalam Kleiche EELV - Marie-Claude Simeone-Senelle Directrice de recherche émérite au CNRS - Pascal Durand Député européen - Anne Regourd Chercheuse CNRS - Gérard Mordillat Ecrivain - Jean-Luc Lecoq Député membre de la commission des Affaires Etrangères - Christine Prunaud, sénatrice, membre de la commission des Affaires Etrangères - Olivier Besancenot NPA - Sonia Dayan Herzbrun Professeure émérite - Judith Bernard Journaliste - Stathis Kouvélakis Professeur en philosophie politique - Philippe Gorcuff Enseignant-chercheur - Gustave Massiah Militant altermondialiste - Magali Sansonetti Gestionnaire CNRS - Jeanne Zerner Administratrice CNRS - Tahar Meddour CNRS - Christian Chanard Informaticien CNRS - Claude Rilly Chercheur CNRS - Mouhieddine Cherbib CRLDHT - Philippe Lamberts Député européen - Bodil Valero Députée européenne - Sadek AlSaar Président Salam for Yémen - Claire Monod Conseillère régionale - Yves Contassot Conseiller de Paris - Dalal Abu Saud Kleiche Ingénieure pédagogique e-learning - Martha Mundy Anthropologue - Renée Le Mignot Coprésidente du MRAP - Michèle Sibony UJFP – Abdelmajid Mrari Directeur région MENA AFD International – Alima Boumediane Avocate et ancienne parlementaire –